

## **Lutte pour le climat, lutte contre la pauvreté : « L'une n'ira pas sans l'autre »**

La transition écologique est-elle un privilège de classe ? Ou, au contraire, l'occasion d'aller vers plus de justice sociale ? Interview croisée du ministre wallon du Climat Philippe Henry et de Christine Mahy, secrétaire générale du *Réseau wallon de lutte contre la pauvreté*.

Video :

[www.ultimedia.com/deliver/generic/iframe/mdtk/01591880/src/q3ksrkf/zone/1/showtitle/](http://www.ultimedia.com/deliver/generic/iframe/mdtk/01591880/src/q3ksrkf/zone/1/showtitle/)

### **Interview : Pascale Serret - Publié le 12-05-2022**

Le changement climatique est un rouleau compresseur. La population la plus défavorisée est aux premières loges dans certaines parties du monde. Chez nous aussi, à un autre niveau. Comment mettre en place une transition juste, qui ne générerait pas de nouvelles exclusions ?

On en parle avec l'Écolo Philippe Henry, ministre wallon du Climat, et la responsable du *Réseau wallon de lutte contre la pauvreté* Christine Mahy.

### **Une définition d'abord : qu'est-ce qu'on entend par « transition écologique » ?**

Philippe Henry : On vient d'un monde où on a consommé énormément d'énergies fossiles, où le productivisme était la règle. La transition consiste à passer à une société bas carbone, avec des énergies renouvelables, une production orientée vers des circuits plus courts, etc. Et il faut que cette transition soit socialement juste.

Christine Mahy : Si cette transition s'impose d'urgence, c'est par manque de prévoyance. Toute surconsommation est porteuse d'inégalités : quand il y a des surconsommateurs, il y a aussi des sous-consommateurs.

**On a le sentiment que la transition repose beaucoup sur les citoyens : changer son mode de vie, sa consommation... Certains sont déjà dans la réduction de tout un tas de choses, mais pas par choix personnel.**

Ph.H.: Non, ça ne peut pas reposer seulement sur les citoyens : les potentialités diffèrent selon ses revenus, son niveau socioculturel, etc. On sait que 10%des plus riches ont une empreinte écologique six fois plus élevée que 50%des plus pauvres. La transition environnementale doit pouvoir contribuer à réduire ces écarts. Sinon on n'atteindra jamais les objectifs. Repenser la consommation et la manière de vivre, ça ne doit pas se faire au travers du pouvoir de l'argent.

Ch.M.: Mais quels sont les cadres institutionnels, financiers, organisationnels mis en place pour que chacun entre dans un processus de transition ? Ceci dit, les gens qui ont des difficultés sociales sont d'accord avec les objectifs de transition et ont envie d'y être associés. Mais il faut les rencontrer sur leurs besoins fondamentaux. Et ne pas les considérer comme « les mauvais citoyens inadaptés ».

**Comment faire pour ne laisser personne au bord du chemin ?**

Ph.H.: La transition ne fonctionnera que si elle implique toute la population. C'est pour ça qu'on parle de transition juste. Mais c'est vrai, ce n'est pas évident. Pour le nouveau Plan Air Climat Énergie wallon (objectif de réduction des gaz à effets de serre de 55%d'ici à 2030, par rapport à 1990), on travaille en ce moment avec les associations, avec les entreprises, les syndicats, le panel citoyen... Si on n'est pas dans la participation, alors on ne tient pas compte des réalités concrètes.

Ch.M.: On est encore loin du compte. Il y a cette notion de méritocratie individuelle, très présente dans l'esprit de gens qui ont du pouvoir. Or, s'en sortir, c'est être soutenu par une vision collective et solidaire de la société. Là, il y a encore un énorme travail à faire. Et on doit associer au débat les personnes qui sont frappées d'inégalités, qui sont assommées par les factures. Elles ont des choses à dire. Certaines ont déjà d'ailleurs testé une forme de transition, en vivant modestement, dans des logements plus petits.

## **Mais la transition est-elle une priorité pour ces personnes ?**

Ch.M.: Priorité ou pas, ce n'est pas sous cet angle-là qu'on doit aborder la question.

## **Comment l'aborder, alors ?**

Ch.M. Il faut voir comment reconquérir un certain pouvoir de vivre plutôt qu'un pouvoir d'achat. Avoir un logement, de l'eau, l'accès à la santé, à l'enseignement... C'est un souci quotidien, toute l'année, et encore l'année suivante. Il faut un soutien particulier, pas parce que les gens sont défaillants, mais parce qu'il y a eu trop d'années à vivre dans le trop peu de tout. Mais que ce soit pour le climat ou pour les inégalités, on n'a plus le temps d'attendre.

Ph.H. : Et les questions se recourent : la santé, c'est aussi lié à la pollution, au mauvais logement, au mauvais chauffage... C'est pareil dans les autres pays. La transition juste est aussi une préoccupation au niveau européen. La lutte pour le climat ne se fera pas sans justice sociale.

## **Logement : "Dire qu'il suffit de baisser le chauffage, c'est de la violence sociale"**

La question du logement revient fréquemment au fil de l'entretien croisé. C'est la base. Et aussi un point noir majeur au chapitre énergie.

### **"Passoires"**

*" Il n'y a pas photo, témoigne Christine Mahy. Ce sont les ménages aux revenus les plus faibles qui se retrouvent dans des logements "passoires" qui coûtent le plus cher en énergie. En ce moment, il y a des factures qui rattrapent les loyers."*

*" Alors, venir dire à ceux qui vivent dans ces conditions qu'il suffit de baisser le chauffage, de mettre une ampoule économique ou un boudin sous la porte, c'est de la violence sociale. Ça crée de la tension ", prévient-elle.*

*"Par contre, que des politiques soient mises en place pour agir sur la qualité des logements, c'est un pas vers la transition. C'est donc une opportunité de créer un confort de vie plus important."*

## "Leçon"

Philippe Henry, qui a reçu une passoire au salon des mandataires *Municipalia* en avril dernier, rejoint évidemment la responsable du RWLP. " *Des actions sont inscrites dans le plan de relance pour lutter contre ces passoires énergétiques. C'est d'abord l'accès à un logement sain et pas énergivore. Et puis, dans la foulée, on agit sur une prise de conscience. Il ne suffit pas de donner une leçon. Ce n'est ni correct, ni responsable. La démarche est forcément progressive.*"

"*C'est la même chose pour d'autres approches : on doit converger vers une organisation de la société où chacun peut être à la fois responsable sur le plan de l'environnement et avoir accès à ses besoins de base.*"

## "Rapport de force"

" *Agir sur le logement public, c'est possible. Ou aider éventuellement le petit propriétaire à faire évoluer son logement* , réagit Christine Mahy. *Mais ça se complique quand on est locataire d'un logement privé. Là, le pouvoir public doit reconquérir quelque chose dans le rapport de force avec le propriétaire* ", martèle Christine Mahy.

## "Objectif label A"

Philippe Henry répond "rénovation" : l'objectif politique est d'augmenter chaque année de 3% le taux de rénovation énergétique, afin que le parc de logements wallons atteigne, en moyenne, le label A (performance énergétique des bâtiments) d'ici à 2050.

" *On ne peut plus se permettre d'avoir une consommation d'énergie à ce point importante dans le logement. Mais c'est clair que c'est une démarche qui va avancer progressivement* ", dit-il.

## Loyer

Christine Mahy passe à l'étape suivante. " *La difficulté, ce sera d'éviter une explosion des loyers, si le propriétaire amortit le poids de l'investissement nécessaire. C'est là qu'il faut trouver les clés. Si le locataire doit aller louer ailleurs, plus cher, un plus mauvais logement...*"

"*Mais il faut parvenir à articuler les différents enjeux et aussi convaincre les investisseurs à collaborer avec les autorités publiques. Il faut aller chercher ce ressort-là pour aider et amplifier les aides publiques. Je ne*

*dis pas que c'est simple. Quand on voit les projets immobiliers dans lesquels on investit massivement, et où aucun logement n'est prévu pour des loyers moyens et des bas revenus... "*

Et on en revient aux logements passoires.

***Lutte pour le climat, lutte contre la pauvreté : « L'une n'ira pas sans l'autre »***

